



## INFO LUTTES

Montreuil, le 03 décembre 2020

### COMBATIFS AU QUOTIDIEN, UNIS POUR LE FERROVIAIRE !

**Les cheminot.e.s sont  
appelé.e.s aux urnes  
(électroniques)  
du 04 au 10 décembre  
2020 pour élire leurs  
administrateurs salariés.**

**Les enjeux de ces élections  
ne sont pas déconnectés du  
quotidien des cheminots et  
des luttes engagées par la  
CGT Cheminots pour  
défendre le service public  
SNCF !**

#### ▶ LORRAINE : LA CGT GAGNE LA RÉOUVERTURE DES GUICHETS DE LUNEVILLE ET EPINAL !

S'appuyant sur la réduction de la fréquentation des gares et des trains, à la suite des décisions gouvernementales face à la COVID-19, la direction, en accord avec la région Grand Est, avait pris la décision de fermer les week-ends les guichets des gares d'Épinal et de Lunéville.

Les syndicats CGT de site se sont insurgés et ont vivement dénoncé cet opportunisme patronal, cette nouvelle dégradation du service public, y compris auprès des médias.

Multipliant les interventions, la CGT a contraint la direction SNCF à revenir sur sa décision. Toutefois, des services publics SNCF de proximité restent fermés comme en gare de Baccarat, Blainville/Damelevières...

La crise sanitaire démontre, s'il le fallait, l'utilité des services publics y compris ferroviaire, afin de répondre aux besoins essentiels de tous les citoyens.

La CGT demande à la direction SNCF et au Président de la région Grand Est d'annuler les appels d'offres en cours et de reporter voire d'annuler le processus d'ouverture à la concurrence sur l'activité TER Grand Est.

Les syndicats CGT cheminots d'Épinal et de Blainville-Damelevières ont également alerté les élus politiques locaux sur la dégradation du service public ferroviaire et les ont sollicités pour créer un comité de vigilance dans l'intérêt général des usagers.



## ▶ AUVERGNE-NIVERNAIS : GRÈVE HISTORIQUE À L'EIC !

Un mouvement de grève spécifique à l'EIC a eu lieu ce mardi 1er décembre. Près de 2 AC ou Aiguilleurs sur 3 étaient en grève !

Les revendications portaient sur l'emploi et les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader suite à l'abandon de missions de la part de la direction TER. L'exemple le plus parlant se situe en gare de Saint-Germain-des-Fossés avec la suppression pure et simple des chefs de service, après la fermeture complète du guichet 3 ans auparavant.

L'agent circulation, qui doit gérer toutes les procédures sécurité, se retrouve ainsi seul en gare face aux usagers !



Des recrutements supplémentaires ont également été exigés au DET par les agents en grève afin que tous les postes au cadre d'organisation soient tenus !

Les agents de la Haute-Loire, grâce à l'appui du syndicat CGT de la Haute-Loire, sont en grève depuis début octobre pour défendre l'emploi dans le département car la crise sanitaire n'empêche pas la direction de détruire les emplois sur la région !

Malgré le confinement, un rassemblement à Clermont-Ferrand a été organisé pour interpeller le DET et lui remettre le cahier revendicatif CGT sur l'établissement.

Plus de 70 cheminots de l'EIC étaient présents à cette initiative. Une nouvelle journée d'action a été décidée avant la fin de l'année.

La CGT est la seule organisation à porter les revendications des cheminots aussi bien au niveau local, régional que national ! Les cheminots de l'EIC A/N l'ont bien compris et **3 d'entre eux ont décidé de rejoindre la CGT lors de ce rassemblement.**

La direction n'en a pas terminé avec le développement du service public SNCF porté par les cheminots et la CGT !

## ▶ À LA RECONQUÊTE DU SERVICE PUBLIC SNCF FRET ET VOYAGEURS !

Forte mobilisation d'usagers, d'élus locaux de Haute-Vienne mais aussi de Charente, des syndicats, des associations d'usagers et de simples citoyens, le mardi 6 octobre 2020, devant la gare de Saint-Junien, en Haute-Vienne, pour demander la réouverture de **la ligne ferroviaire Limoges-Angoulême, à l'arrêt depuis plus de deux ans**, suite à un glissement de terrain.



Près de 250 personnes se sont réunies pour démontrer la nécessité de cette ligne pour l'aménagement du territoire, le désenclavement local et la possibilité pour les citoyens de choisir leur mode de transport, le tout dans le cadre de l'urgence climatique.

Lors des différentes prises de parole, les maires des communes situées sur la ligne, les associations d'usagers, le comité régional de vigilance du ferroviaire sont unanimes, cette ligne a un fort potentiel que ce soit pour le Fret ou le Voyageur et que c'est l'occasion pour le gouvernement de mettre en adéquation paroles et actes.

Trop de réunions se sont succédé sans qu'aucune décision ne soit prise alors que la région est prête à soutenir la ligne financièrement mais que l'État, comme SNCF Réseau, fait la sourde oreille.

Tout le monde s'accorde à ce qu'une réouverture soit possible mais que des travaux doivent démarrer rapidement pour relancer cette ligne, avec un fort potentiel voyageurs que ce soit vers Limoges et Paris, mais aussi vers Angoulême et au-delà vers les villes du littoral. Il est aussi nécessaire de mettre en place des horaires adaptés aux besoins des usagers.

Par ailleurs, il est impératif de développer un maillage de proximité du réseau ferroviaire entre les lieux de production et de destination des marchandises de Fret.

Les syndicats CGT des cheminots de Limoges s'emploient à mobiliser toutes les parties prenantes et poursuivront leurs actions jusqu'à obtenir satisfaction.

## ▶ LIMOUSIN : UNE TERRE DE RÉSISTANCE !

A l'UO TER de Limoges et sous l'impulsion de la CGT, les 2/3 des agents mouvement se sont rassemblés à deux reprises au mois de novembre pour dénoncer leurs conditions de travail dégradées. La direction du Technicentre Nouvelle-Aquitaine qui restait sourde jusqu'à présent aux remarques des agents, a été contrainte face aux délégués CGT, mais aussi devant des cheminots qui avaient décidé de relever la tête et de ne rien lâcher, de répondre à la situation d'urgence.

### **Nous obtenons :**

- ✓ **Le recrutement à la SNCF d'un intérimaire fraîchement arrivé ;**
- ✓ **L'engagement du recrutement à la SNCF en 2021 d'un deuxième intérimaire ;**
- ✓ **L'arrivée de 2 agents en mutation ;**
- ✓ **L'octroi de la majoration de la prime de travail jusqu'à un retour à la normale du fonctionnement du service ;**
- ✓ **La modernisation des installations d'avitaillement en sable ;**
- ✓ **L'amélioration de l'organisation des mouvements de rames en entrée/sortie du site, idem pour les manœuvres internes.**

Les agents du mouvement ont décidé de maintenir une veille permanente avec leurs délégués pour que leurs conditions de travail, fortement liées à la sécurité des circulations et des personnes, ne se dégradent plus.

## ▶ NOUVELLE GARE DE NANTES, POUR QUOI FAIRE ?

Vendredi 20 novembre, la nouvelle mezzanine traversant du nord au sud la gare de Nantes a été mise en exploitation. La marchandisation des espaces et le paraître l'emportent sur les fonctions essentielles : donner aux voyageurs un accès aux trains et aux services ferroviaires dans les meilleures conditions !

Le projet « nouvelle gare de Nantes » ne répond pas à cette attente. L'accès aux quais est à l'extrémité ouest de la gare, contraignant les voyageurs à un long parcours à pied. Dès lors, il ne serait pas étonnant que les usagers continuent d'utiliser le souterrain historique, à moins que des bien-pensants décident de contraindre les voyageurs à passer par la mezzanine commerciale et des portiques d'enregistrement coûteux, inutiles, dangereux et frustrants pour qui ne peut plus conduire ses aïeuls ou ses enfants jusqu'au train.



Cette nouvelle gare acte aussi la disparition progressive des services publics et des cheminot-e-s de ces installations. Les guichets ont disparu du nouveau projet pour être rejetés dans un recoin précédemment dévolu aux objets perdus, tout un symbole. D'une surface de 200 m2 environ au lieu des 400 m2 prévus, il n'y a plus que 9 guichets aujourd'hui contre 16 avant le début des travaux. La casse n'est pas terminée car un guichet doit encore disparaître en 2021. Les services d'escale sont de plus en plus sous-traités et la fermeture du commissariat est déjà actée.

Le but est donc bien de livrer la totalité des espaces de la gare au privé, car la nouvelle gare s'accompagne d'un vaste plan immobilier qui va livrer la tour régionale SNCF à un promoteur immobilier. Dès lors, la SNCF prépare une gare sans cheminot-e-s !

Malgré l'injonction de rester chez soi, une trentaine de militants se sont déployés autour de la gare pour diffuser un tract aux usagers appuyé par un communiqué de presse.

Opération réussie car près de 1000 tracts ont été distribués et le traitement médiatique a été particulièrement en notre faveur !

À rebours de ces politiques libérales, la CGT revendique :

- La restauration du nombre de guichets initiaux au sein des nouvelles installations et ouverts du premier au dernier train ;
- L'arrêt de la mise en gestion par activité de la gare (TGV, TER, INTERCITÉS) ;
- L'embauche de tous les salariés de l'escale par la SNCF ;
- La reconstitution des équipes de vente ;
- Le retour de tous les services SNCF dans les locaux de la gare.

### ► TRIAGE DE MIRAMAS : DES ANNÉES DE LUTTE, UNE PREMIÈRE VICTOIRE !



Dans sa lutte pour la défense et la rénovation du triage de Miramas, la CGT Cheminots obtient une première avancée en ayant contraint la direction SNCF à écarter le scénario d'un investissement au rabais pour le site. Le mardi 1<sup>er</sup> décembre, la CGT, représentée par le syndicat CGT des cheminots de Miramas et le secteur fédéral CGT PACA, convoquait la presse pour l'annoncer.

Sur ce site, où les potentialités de développement du transport de marchandises par fer sont grandes, en lien notamment avec le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), trois scénarii étaient jusqu'ici mis sur table. La direction SNCF, contrainte par l'activité revendicative de la CGT, vient de renoncer au plus mauvais.

A ce stade, il reste donc deux options pour rénover le site, à savoir : un mix incluant une partie de tri « à plat », l'autre, portée par la CGT, étant la rénovation intégrale du triage à la gravité et chiffrée à 16 millions d'€.

Lors de cette conférence de presse, le Secrétaire général du syndicat CGT de site reprenait un rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement affirmant « qu'un abandon du site entraînerait le report de 225 000 camions en plus sur nos routes chaque année ». Préserver et développer le triage de Miramas et plus largement le Fret ferroviaire SNCF sur le territoire national revêtent donc d'un très fort enjeu environnemental, économique et social !

Une première victoire donc qui témoigne de notre capacité collective à agir en faveur du développement du Fret ferroviaire SNCF en opposition à la politique mortifère de la direction SNCF !



**DU 4 AU 10 DÉCEMBRE 2020, VOTONS ET FAISONS VOTER CGT AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION. VOTER CGT, C'EST LUTTER !**